

# Témoins n°91

REVUE TRIMESTRIELLE DU SNJ-CGT

# 91

Nouvelle série – n°91 – 2,30 €  
décembre 2023

**VISA**  
POUR L'IMAGE  
**PERPIGNAN**



**Syndicat national des journalistes CGT**

263, rue de Paris – Case 570 – 93514 Montreuil Cedex Téléphone 01 55 82 87 42 Télécopie 01 55 82 87 45 Courriel : [contact@snjcgf.fr](mailto:contact@snjcgf.fr) – Site Internet : [www.snjcgf.fr](http://www.snjcgf.fr)



## Niel : une discussion entre amis

Xavier Niel, patron de Free, a fait un passage remarqué dans l'émission « C'est à vous », produite par Mediawan, dont il est... un des cofondateurs. Pendant onze minutes, « en toute indépendance », comme le précise la présentatrice, il a pu détailler les offres de Free. Les relances des journalistes – sur la consommation d'énergie, le temps passé devant les écrans... – n'ont été que prétextes à vanter le caractère « responsable » de sa dernière box. Un « conflit d'intérêts qui crève l'écran », dénonce le SNJ-CGT de France Télévisions, qui commente : « Des journalistes de France Télévisions sont régulièrement sanctionnés pour avoir fait de la pub sur les réseaux sociaux. Là, pas de problème. » Si ces « manquements » sont le fait de journalistes extérieurs à France Télévisions, ils « rejaillissent inévitablement sur l'image et la crédibilité des journalistes de la rédaction », souligne le syndicat.

## Booba : une chasse entre amis

Grand pourfendeur des « influenvoleurs », Booba est un adepte de la chasse en meute sur les réseaux sociaux. Exemple parmi beaucoup d'autres, un médecin qui a rejeté, arguments scientifiques à l'appui, le lien que le rappeur fait entre le vaccin contre le Covid et la maladie de Creutzfeldt-Jakob a ainsi été traité d'« assassin ». Ce qui lui a valu un déferlement de haine et de menaces. Les journalistes ne font pas exception. Lih-Lan Dao et Julien Pain, de France Télévisions, auteurs d'un décryptage et d'un portrait pour l'émission « Vrai ou faux », en ont fait les frais. Dans Mediapart, la journaliste Khedidja Zerouali avait expliqué comment Booba désigne sur son compte X « ceux qu'il considère comme ses ennemis », emmenant « avec lui des milliers de fans aux méthodes confinantes souvent au cyberharcèlement ». Devinez quoi ? Elle a aussitôt été victime de la même méthode.

## Ribes et Ferré : des affaires entre amis

Selon Mediapart et *Le Monde*, Jean-Martial Ribes, ancien directeur de la communication du PSG, aurait entretenu avec l'ex-rédacteur en chef de *France football* Pascal Ferré des liaisons qualifiées de « très particulières » par l'intersyndicale de *L'Équipe*. « Ferré se serait vu offrir des places pour des matches et des voyages au Qatar alors qu'il s'est, de son côté, montré extrêmement complaisant avec le club parisien, lequel l'a recruté ensuite comme communicant en janvier 2023 », résumait les syndicats. Le quotidien sportif ne s'en est pas fait écho dans les colonnes de son édition papier mais uniquement sur son site, de même que les révélations sur l'enquête judiciaire sur l'aide qu'aurait apportée Gérald Darmanin pour minimiser le coût fiscal du transfert de Neymar. De même que le président du PSG Nasser al-Khelaïfi n'a été questionné sur aucun de ces dossiers désagréables dans l'interview qu'il a accordée à *L'Équipe*.

**Témoins** Revue trimestrielle  
du Syndicat national des journalistes CGT

Responsable de la publication : Emmanuel Vire.  
Ont collaboré à ce numéro :  
Textes : Calorie Drulle, Elodie Hertu, Ludovic Finez,  
Emmanuel Vire.  
Rédaction en chef : Ludovic Finez.

Secrétaire de rédaction : Pablo Aiquel.  
Révision : Francis Ambrois.  
Direction artistique : Ilae Roc.  
Photos : Calorie Drulle

Impression : Alliances (01 41 98 37 97).  
Commission paritaire : 0923 5 06290.  
N° ISSN : 1281-1343.

Téléphone : 01 55 82 87 42 ou 01 55 82 87 41  
Courrier électronique : [contact@snjcgf.fr](mailto:contact@snjcgf.fr)  
[www.snjcgf.fr](http://www.snjcgf.fr)  
[twitter.com/snjcgf](https://twitter.com/snjcgf)

**En cas de changement d'adresse**  
Merci de bien vouloir transmettre le plus  
rapidement possible au syndicat – [contact@snjcgf.fr](mailto:contact@snjcgf.fr)  
fr ou 01 55 82 87 42 – tout changement d'adresse  
afin de tenir à jour nos fichiers et de vous envoyer  
au bon endroit *Témoins* ou tout autre document.

## Témoins

Nouvelle série, n°91  
décembre 2023

# Sommaire

### ÉDITO

Une victoire pour la loi de 1881, beaucoup  
d'autres à gagner..... 3

### DOSSIER

Visa pour l'image : le rendez-vous des  
photojournalistes ..... 4

Retour à la Bourse du travail : une victoire  
dans un espace exigu ..... 8

La CGT à Visa pour l'image : histoire  
d'un partenariat ..... 10

« Le maire baisse les budgets  
des associations dès que ça ne lui plaît  
pas » ..... 11

Un festival pour une profession  
en danger ..... 14



# Une victoire pour la loi de 1881, beaucoup d'autres à gagner

**C**'est l'exemple type de la fausse bonne idée. Lors du débat parlementaire sur la « loi renforçant la sécurité des élus locaux », un amendement – sur lequel les syndicats de journalistes n'avaient évidemment pas été consultés – visait à porter la prescription de trois mois à un an pour les plaintes en diffamation ou injure publique déposées par des élus politiques et les candidats à ces mandats.

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO ont immédiatement dénoncé une atteinte au « fragile équilibre de la loi de 1881 » sur la liberté de la presse, estimant que cela « mettrait une épée de Damoclès sur le traitement de l'actualité politique avec le risque de voir, durant un an, un élu ou un candidat s'en prendre à un ou une journaliste ou à un éditeur de presse si la suite de son mandat venait à subir les conséquences d'informations délivrées par un organe de presse ».

Après avoir été auditionnés à l'Assemblée nationale, les syndicats ajoutaient que « la protection des élus face aux menaces et agressions est une nécessité mais elle ne peut se faire au détriment de la liberté d'informer et d'être informé ». Ils pointaient également le risque de « rupture d'égalité entre les élus et les candidats d'un côté et le reste des citoyens de l'autre ». Arguments pris en compte puisque la commission mixte paritaire réunie fin février a retiré l'amendement en question, ce qui constitue une victoire.

## La tarte à la crème de la "BBC à la française"

Mais les débuts de 2024 portent d'autres risques. À peine nommée à la Culture, Rachida Dati ressort des cartons le projet, usé jusqu'à la corde, d'une « BBC à la française ». Elle évoque de possibles « fusions, des coopérations, des synergies positives ». La direction de Radio France a déjà commencé le travail en annonçant son intention de créer « une nouvelle rédaction thématique transverse, sur la santé, les sciences et l'environnement » commune à France Inter, France Culture et France Info.

Fort de la mauvaise expérience de la direction des sports et de la rédaction internationale communes aux trois antennes, le SNJ-CGT de Radio France prédit un « démantèlement général des rédactions », porteur de « l'uniformisation du traitement de l'information ». Même inquiétude, quelques jours plus tôt, quand France Bleu initie une baisse de moitié du nombre de journaux locaux dans la matinale, au profit de décrochages nationaux. Quant à l'appellation France Bleu, elle semble vouée à être remplacée par « Ici », déjà utilisée pour désigner sur internet « le média de la vie locale » alimenté par France Bleu et France 3 et les journaux locaux et régionaux de France 3, du midi et de la fin de journée.

Rappelons la réorganisation des journaux de France 3 – le fameux projet Tempo, pour le moment suspendu tant ses effets étaient catastrophiques – et nous avons sous les yeux le tableau d'une fusion rampante des réseaux de France Bleu et de France 3. Comme si les deux PDG de France Télévisions et de Radio France avaient devancé les souhaits de la ministre.

## Démantèlement de la convention collective ?

C'est à contrecarrer ces dangers que les États généraux de l'information (EGI) devraient s'employer plutôt qu'à dessiner des contours inquiétants. Ainsi, il apparaît de plus en plus évident que les patrons de presse comptent se servir des EGI pour démanteler la convention collective des journalistes. Avec en ligne de mire la clause de cession, la clause de conscience et le montant des indemnités de licenciement ? Des débats portent aussi sur les conditions d'attribution de la carte d'identité des journalistes professionnels, en oubliant que beaucoup de journalistes précaires ne l'obtiennent pas parce que leurs employeurs contournent la loi.

Autre exemple, des « propositions citoyennes » chapeautées par le Conseil économique, social et environnemental (Cese) mettent sur la table l'hypothèse d'une « sorte de conseil de l'ordre des journalistes ». C'est oublier qu'à la différence des médecins, les journalistes dépendent de leurs employeurs par un lien de subordination. Oublier aussi qu'ils ne maîtrisent pas leurs conditions de travail, les moyens dont ils disposent et les pressions diverses qui s'exercent sur les rédactions.

**Emmanuel Vire, secrétaire général du SNJ-CGT**

# Pour l'information. Pour celles et ceux qui la font

Depuis 20 ans, nous protégeons et accompagnons les entreprises, les organisations de la presse et des médias, et leurs talents, pour qu'ils puissent informer en toute liberté.



Audiens

**POUR L'INFORMATION. POUR CELLES ET CEUX QUI LA FONT.**  
santé - prévoyance - retraite - actions sociales

## AUDIENS PROTÈGE LES TALENTS DE L'INFORMATION



**Frédéric Olivennes**  
Directeur général



*Alors que de nombreux bouleversements viennent interroger la manière de penser, de produire et de diffuser l'information, Audiens assure les conditions d'une activité professionnelle sereine et solidaire. Depuis 20 ans, nous construisons des solutions de protection sociale et des services au plus proche de vos besoins.*



### ★ Vous êtes journaliste rémunéré à la pige ?

#### Garantie Santé

Créée et pilotée par les organisations patronales et les syndicats de salariés de la presse, avec la participation financière de vos employeurs.

✚ Prise en charge de vos dépenses de santé à un tarif très avantageux avec des avantages exclusifs.

✚ Accessible dès lors que vous avez réalisé une pige au cours des 24 derniers mois.

#### Garantie Prévoyance

✚ Des aides complémentaires en cas de dépenses de santé importantes, pendant votre maternité ou en cas d'incapacité temporaire ou permanente de travail, d'invalidité ou de décès.

✚ Des prestations étendues de bien-être, d'assistance, de réseau de soins.

## Quand un reporter revient du front, il peut avoir besoin d'une oreille.



### Nouvelle aide Santé Prévoyance

Afin de répondre aux besoins spécifiques des journalistes pigistes confrontés à des contextes de violence, nous avons créé une aide pour le traitement de leurs blessures psychiques, sans conditions de ressources.

#### CONTACTEZ-NOUS

Pour les entreprises  
☎ 0 173 173 932

Pour les journalistes pigistes  
☎ 0 173 173 809

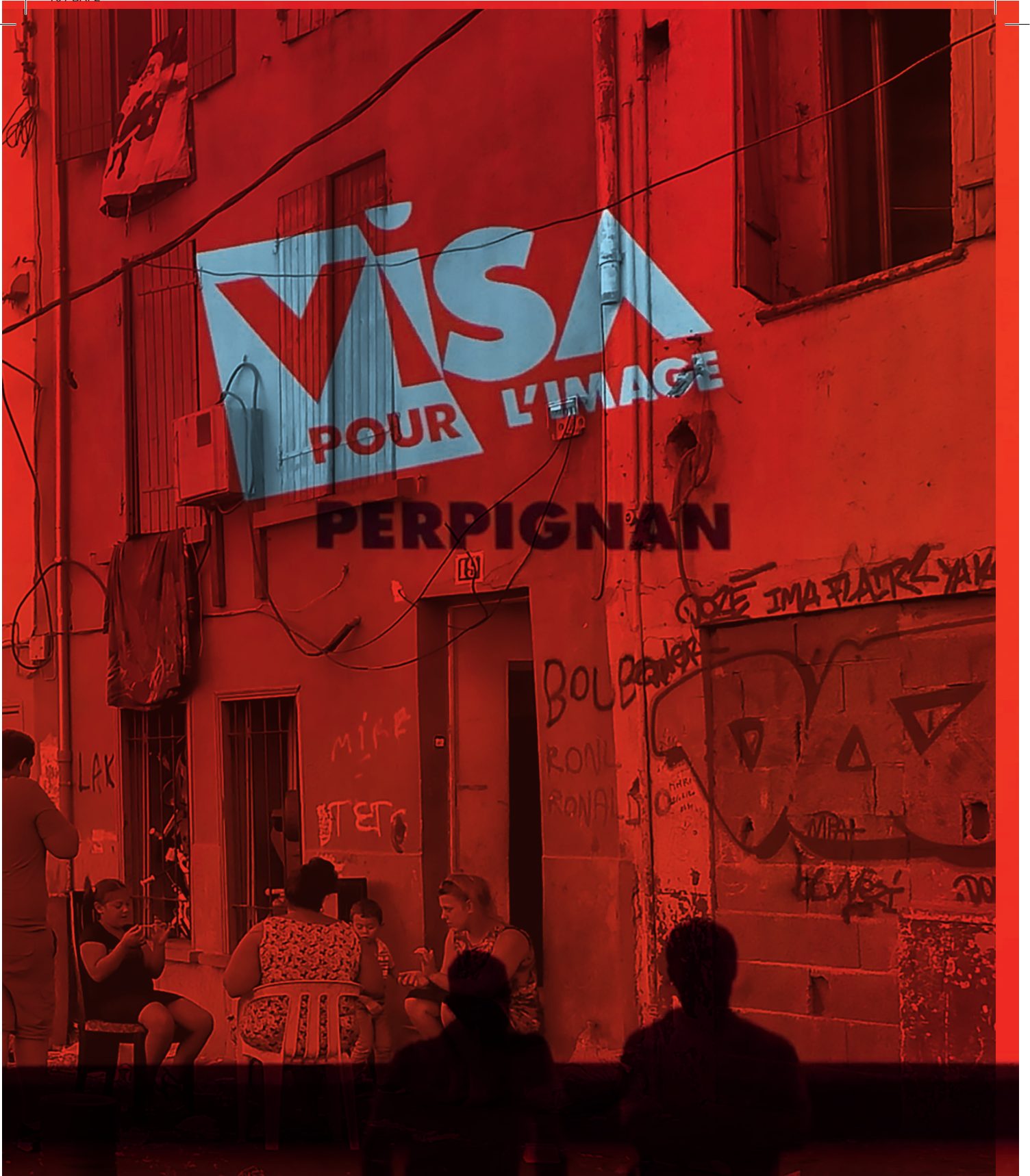
[www.audiens.org](http://www.audiens.org)





# Dossier

# LE RENDEZ-VOUS DES



# PHOTOJOURNALISTES

# Retour à la Bourse une victoire dans un espace exigu





# du travail : syndicale

**Pour l'édition 2023 de Visa pour l'image, le SNJ-CGT a fait son retour dans un lieu mythique : l'ancienne Bourse du travail de Perpignan. Mais dans des conditions spartiates.**

**T**ransformée en bibliothèque universitaire ultra sécurisée, une salle a été gracieusement mise à disposition de l'Institut d'histoire sociale de la CGT par la municipalité. Ce « cadeau », découvert la veille du vernissage, est un petit recoin de 10 m<sup>2</sup> longé par un couloir donnant sur les toilettes et la sortie de secours. Une façon pour la mairie d'extrême droite d'illustrer son rapport avec le syndicalisme ? Avec 10 m<sup>2</sup> pour quarante photos, l'équipe du SNJ-CGT a dû faire face à des défis organisationnels de taille. Heureusement, le soleil brille sur Perpignan et l'équipe de choc descendue de Paris a transformé cette galère en une expérience artistique populaire réussie. On a installé les photos dehors, devant la sortie de secours, sur les murs de l'immeuble d'en face et sur des grilles. Une sorte d'exposition mobile qu'il fallait monter et démonter chaque jour. Mais grâce à cette installation faite de bric et de broc, nous avons pu toucher un grand nombre de personnes qui n'auraient jamais osé entrer dans un lieu clos pour regarder des images.

## Échanges avec les habitants du quartier

Le choix des deux thèmes – les migrants à Calais et les luttes syndicales dans les Pyrénées-Orientales – a permis des échanges avec les gens du quartier sur la politique d'immigration du gouvernement, la municipalité RN, la transformation du quartier Saint-Jacques... Je tiens à remercier Nicolas Lee, le photographe, les filles du bal des rejets et la journaliste d'*Options* pour leur bonne humeur et leur efficacité car, malgré les contraintes, l'exposition et la projection organisées par le SNJ-CGT ont été un véritable succès : le public a répondu présent en masse.

Un succès d'autant plus savoureux qu'il coïncidait avec le centenaire de l'union départementale CGT des Pyrénées-Orientales. Une façon de rendre hommage à ce lieu historique et aux anciens, comme Claude Candille et Georges Bartoli, qui ont initié la participation du syndicat au festival Visa. Le SNJ-CGT est plus que jamais déterminé à défendre les droits des photojournalistes et à promouvoir la photographie documentaire. L'édition 2023 de Visa pour l'image en est la preuve. La force du syndicat réside dans sa capacité à se mobiliser et à faire face aux défis, même dans les espaces les plus restreints.

Prochain rendez-vous en septembre 2024. Espérons que, d'ici là, un local digne de ce nom sera proposé à l'Union départementale par la municipalité, afin de continuer l'aventure dans les meilleures conditions.

**Calorie Drulle**





# La CGT à Visa pour l'image histoire d'un partenariat

Les expositions du SNJ-CGT et de la CGT des Pyrénées-Orientales au festival de journalisme ont permis de témoigner de réalités très différentes et de mener de nombreux débats.

« Visa pour l'image est important pour nous. C'est un véritable rendez-vous culturel, un coup de projecteur sur Perpignan et le photojournalisme. » Julien Barthélémy, secrétaire général de la CGT des Pyrénées-Orientales, est ravi du partenariat qui unit son union départementale au SNJ-CGT. Cette collaboration permet, chaque année, d'offrir au public du festival du photojournalisme de Perpignan une double exposition de photos, dans le cadre du Visa Off.

Nicolas Ribo, secrétaire à la communication de l'UD, se souvient d'une époque où la CGT des Pyrénées-Orientales « venait juste en soutien à une expo du SNJ-CGT ». « Puis l'idée est venue d'expositions locales réalisées par des camarades ou des personnes proches de la CGT qui ne sont pas des photographes professionnels », complète-t-il. « On s'est rendu compte, notamment pendant le mouvement des retraites de 2019, que pas mal de camarades prenaient des photos. Nous avons voulu valoriser cette démarche militante », confie Nicolas Ribo.

## En 2024, une exposition sur les saisonniers

Pour l'édition 2024 de Visa pour l'image, le travail est déjà en cours. Le SNJ-CGT travaille ainsi sur le thème de la Palestine, avec deux femmes photographes, tandis que l'UD des Pyrénées-Orientales présentera une exposition sur les travailleurs saisonniers, une réalité très présente dans le département. « C'est un gros secteur économique chez nous, en particulier avec le tourisme, hiver comme été, aussi bien dans les stations de ski que dans les campings de bord de mer. Un peu aussi dans l'agriculture », détaille Julien Barthélémy. « Les problématiques des saisonniers sont la précarité, les faibles salaires et la baisse de pouvoir d'achat, l'offre d'hébergement confrontée à la spéculation immobilière, avec des loyers élevés, qui nécessitent parfois de partager un studio à trois ou quatre pour pouvoir le payer », complète-t-il. Parmi les thématiques abordées ces dernières années par l'UD figurent la lutte pour les retraites, la mobilisation pour maintenir le « train des primeurs », qui alimente le marché de Rungis en fruits et légumes depuis Perpignan,

ou encore l'ancienne mine d'or de Salsigne, près de Carcassonne, dans l'Aude.

## Un Visa d'or du festival off

Le photographe Georges Bartoli, lui, a connu une époque plus ancienne des expositions du SNJ-CGT à Visa pour l'image, de la fin des années 1990 à 2014. Il se souvient ainsi avoir fait venir en Catalogne des peintures comme Sebastião Salgado ou Patrick Bard. « On a même eu le Visa d'or du festival off, avec Marie Derigny, pour une exposition sur le travail des enfants dans le monde », rappelle-t-il. On se souvient également de l'exposition de Claude Candille, « Un regard à l'ouvrage. 30 ans de photojournalisme à la VO, 1979-2009 », ou encore de celle de Georges Azenstark sur Mai 68, deux compagnons de route du SNJ-CGT aujourd'hui disparus. « Mon plus beau souvenir est d'avoir fait venir Leïla Chaïd à l'occasion d'une exposition de Joss Dray sur la Palestine », conclut Georges Bartoli. Les expositions photo du SNJ-CGT et de l'union départementale ont également toujours été l'occasion de conférences, de débats et d'échanges salutaires. « On a ouvert les yeux de quelques photographes sur les droits d'auteur, sur la question de la pige... C'est quand même une des rares expositions où on parle de la lutte des classes en France », sourit Georges Bartoli.

« Les photojournalistes sont en difficulté, on essaie de sensibiliser les camarades [de l'Union départementale] à cette question. Il faut qu'ils puissent continuer de faire leur travail », appuie Nicolas Ribo. Ce qui suppose, par exemple, d'éviter de fournir au journal local des photos de manifestations ou autres mobilisations, afin de laisser œuvrer les photojournalistes.

Plus généralement, être présent à Visa pour l'image, c'est montrer que « la CGT est là, alors que [le public du festival] n'est pas un milieu toujours très sensible à nos discours », souligne Georges Bartoli. Une présence d'autant plus importante dans une ville aux mains du Rassemblement national depuis les dernières élections municipales.

L. F.

# “Le maire BAISSÉ LES BUDGETS des associations dès que ça ne lui plaît pas”

Depuis les dernières élections municipales, Perpignan fait partie des villes tombées aux mains du Rassemblement national. Témoignages de syndicalistes et de journalistes sur la vie quotidienne dans une ville dirigée par l'extrême droite.

**L**a ville de Perpignan en juin 2020, les quatre circonscriptions des Pyrénées-Orientales en juin 2022. L'arrivée d'un maire Rassemblement national (RN), Louis Aliot, à la tête de la mairie lors des dernières élections municipales a été suivie, pile deux ans plus tard, de l'élection de quatre députés du même parti dans le département. Lors de la création, en mars 2021, de l'antenne départementale Visa66 (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), les organisations membres résumaient ainsi les premiers mois de la municipalité : « Derrière l'entreprise de dédramatisation du Rassemblement national (RN), nombre de prises de position et de mesures de Louis Aliot, comme celles des autres maires d'extrême droite, expriment crûment le caractère dangereux et ultraréactionnaire de leur politique : une obsession sécuritaire, un autoritarisme, un appauvrissement culturel, un mépris des pauvres, une haine des migrant-es, une glorification de la France colonialiste et raciste, comme en témoignent dernièrement la dénonciation par Aliot des commémorations de la fin de la guerre d'Algérie et son négationnisme des crimes de la colonisation. »

## Une politique d'extrême droite “à bas bruit”

Pour le reste, le photjournaliste catalan Georges Bartoli voit dans la gestion quotidienne de la ville par Louis Aliot l'empreinte d'une politique d'extrême droite « à bas bruit ». « Il baisse les budgets [des associations] dès que ça ne lui plaît pas », observe Julien Barthélemy, secrétaire général de l'union départementale CGT des Pyrénées-Orientales. Ainsi, la CGT départementale organise tous les ans une fête. « Cette année, on voulait lui donner plus d'ampleur et la rapatrier en centre-ville de Perpignan », explique Julien Barthélemy. L'association qui gère les lieux envisagés pour accueillir l'événement a finalement décliné. Le secrétaire général de la CGT des Pyrénées-Orientales ne peut s'empêcher de se demander si elle

n'a pas « eu un coup de pression » de la mairie.

Au sein des services municipaux, la CGT n'est plus représentative depuis quelques années. Elle se réimplante, face au syndicat « maison » FO, dont la naissance est antérieure à l'arrivée du RN à la mairie. Dernièrement, la grève d'une dizaine de jours des éboueurs de l'agglomération de Perpignan a été soutenue par la seule CGT. « Nous n'avons pas trop de contacts [avec la mairie] », explique Muriel Baudoin, secrétaire générale de l'union locale CGT de Perpignan-Sud. Mais à chaque AG de syndicat et à chaque formation syndicale, « nous rappelons qu'une personne qui adhère au RN n'a rien à faire à la CGT », insiste-t-elle. « On fait des piqûres de rappel, poursuit-elle. On rappelle que les revendications de la CGT ne sont en rien compatibles avec les idées d'extrême droite que sont le racisme, l'homophobie... Je travaille à la CAF. Quand on parle des fraudes [thème de prédilection de l'extrême droite], on ne parle jamais de celles réalisées par les professionnels, comme ces médecins qui se font rembourser des visites dans un Ehpad alors qu'ils ne les réalisent pas. »

## “Présenter un visage lisse et respectable”

Du côté des journalistes, Tanguy Bocconi, reporter à France Bleu Roussillon et élu SNJ-CGT, ne note ni « tentative d'intimidation » ni « coups de pression » de la part de la mairie envers sa rédaction. Ce qui suscite tout de même quelques interrogations chez lui. Cela veut-il dire que l'équipe municipale « ne [les] considère même plus comme une menace sérieuse » ? Que ce que « racontent [les médias locaux] n'imprime pas dans l'opinion » ou « tape à côté » ? Que « certains médias sont complaisants » ? « Tout cela participe aussi de la stratégie de “normalisation” du RN, qui veut présenter un visage lisse et respectable », conclut le journaliste.

L. F.





DOSSIER

PHOTOGR  
 OU  
 LE TIRA  
 DE VIV

# Un festival POUR UNE PROFESSION EN DANGER

Depuis 1989, Perpignan attire des photographes, des éditeurs et des amateurs de photographie du monde entier. Le festival présente des expositions de photojournalisme liées à l'actualité de l'année mais aussi des projections de diapositives, des conférences et des ateliers.

**V**isa pour l'image est un événement important pour le photojournalisme. Il permet au public de découvrir le travail des meilleurs photographes du monde. Il offre également à ces derniers un forum pour partager leur travail et discuter des défis auxquels ils sont confrontés. Authentique, retouchée, la photo documentaire est au cœur d'une révolution. Entre le réel et ses doubles virtuels créés par des machines sans états d'âme, la photo se retrouve confrontée à de nouveaux défis. La frontière entre photo authentique et photo retouchée s'estompe un peu plus chaque jour, créant de

nouveaux défis pour les photographes de presse en remettant en question les fondements de cette profession.

### Prolifération d'images

La multiplication des appareils photo numériques et des smartphones a engendré une prolifération d'images, diluant la valeur des photos informationnelles. Dans ce contexte, il devient crucial de distinguer les images authentiques de celles qui ont été manipulées, que ce soit pour corriger des défauts techniques ou pour altérer la réalité et en transformer le sens. L'intelligence

RAPHE

AGE

VRE.

La Dactylo

artificielle ouvre de nouvelles perspectives pour la photographie mais soulève également des questions éthiques. L'automatisation de certaines tâches et la création de *deepfakes* hyperréalistes font craindre une manipulation de l'information à grande échelle.

Face à ces défis, la responsabilité du photojournaliste est plus importante que jamais. Il est essentiel pour lui de garantir l'authenticité des images, de s'assurer de la véracité des informations transmises. Il s'agit de témoigner de la réalité et d'interpeller le public. Dans un monde où la désinformation est omniprésente, il a un rôle crucial à jouer pour informer, sensibiliser et défendre les valeurs fondamentales de liberté d'expression et d'authenticité.

### Répression dans les manifestations

Les photographes sont aussi devenus des cibles lors des manifestations. Ils sont victimes de violences et d'intimidations les empêchant de faire leur travail, poursuivis devant les tribunaux, molestés par la police. Et la carte de presse, censée les protéger, semble désormais inopérante. Devant les forces de l'ordre, les photographes se sentent de plus en plus exposés et vulnérables. Face à cette situation alarmante, le SNJ-CGT se mobilise pour défendre la liberté d'expression et le droit à informer et à être informé. Des réunions ministérielles aux manifestations pour la liberté d'expression, le syndicat n'a de cesse de dénoncer, combattre et proposer des actions pour garantir aux photographes et plus généralement à toute la profession le droit d'informer sans crainte ni intimidation.

### Une situation économique toujours plus précaire

La précarité est devenue la norme pour nombre d'entre eux, qui font face à une baisse des revenus, à une multiplication des tâches techniques et à un manque d'autonomie dans le choix de leurs sujets. De nombreux médias ont supprimé leurs services photo internes, faisant appel à des agences pour obtenir des images. Cette tendance prive les photographes de presse d'un lien direct avec les rédactions et les rédacteurs en chef, limitant leur capacité à proposer des sujets et à développer une vision photographique personnelle. La diminution des budgets alloués à l'image par les médias se traduit par une baisse du nombre de piges et de commandes. Les photographes doivent se battre pour obtenir des missions et sont souvent contraints d'accepter des conditions de travail précaires. Cette situation fragilise la profession et menace la qualité de l'information. La diversité des regards et la profondeur du travail photographique sont en danger, remplacés par des images standardisées et calibrées pour le grand public.

L'avenir de la profession de photographe de presse est incertain. Sans une prise de conscience collective et des mesures concrètes pour soutenir ce métier essentiel, la diversité de l'information et la liberté d'expression sont gravement menacées. À ce titre, le SNJ-CGT continuera de soutenir la profession dans ses missions d'informer et de documenter le monde.

**Calorie Drulle**



## Votre organisation syndicale nous fait confiance, pourquoi pas vous ?

La Macif vous propose des solutions pour vous et votre famille : auto, habitation, santé, crédit...

Et aussi des solutions adaptées au monde de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : [macif.fr](https://www.macif.fr)



La Macif,  
c'est **vous.**

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.



**Les crédits à la consommation distribués par la MACIF sont des produits SOCRAM BANQUE**, Société anonyme. Capital 70 000 000 €. RCS NIORT 682 014 865. Siège social : 2 rue du 24 février CS90000 79092 NIORT cedex 9. Mandataire d'assurance n° ORIAS 08044968 ([www.orias.fr](https://www.orias.fr)).

**MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort. **Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement pour le compte de Socram Banque. N° Orias 13005670 ([www.orias.fr](https://www.orias.fr))**